



## Les ministres de l'eau de la CEDEAO s'accordent sur le renforcement de la coordination du secteur et approuvent la directive sur les infrastructures hydrauliques

**Dakar, Sénégal, 27.11.2015** – Les 15 Ministres en charge des ressources en eau de la CEDEAO se sont réunis à Dakar le vendredi 27 novembre 2015 pour la 4<sup>ème</sup> Session du Comité Ministériel de Suivi (CMS) de la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) en Afrique de l'Ouest, sous la Présidence du Ministre de l'Hydraulique et de l'Assainissement du Sénégal.

*« La présente session a porté sur des sujets d'importance capitale pour le mécanisme régional de coordination de la gestion intégrée des ressources en eau en Afrique de l'Ouest, dans lequel tous les États de la région sont résolument engagés »* a déclaré **M. Ousséini SALIFOU, représentant du commissaire chargé de l'agriculture, de l'environnement et des ressources en eau de la CEDEAO.**

Le Comité Ministériel de Suivi a été l'occasion de faire le bilan de la mise en œuvre de la GIRE dans la région, d'échanger sur les initiatives menées par le Centre de Coordination des Ressources en Eau (CCRE) de la CEDEAO et ses partenaires, de définir les orientations de ses futures activités et renforcer les synergies d'action. Cette rencontre statutaire du Cadre Permanent de Coordination et de Suivi (CPCS) de la GIRE en Afrique de l'Ouest n'avait pas eu lieu depuis 2008.

### Pour une coordination renforcée de la GIRE en Afrique de l'Ouest et une meilleure protection de la ressource

*« L'eau est la ressource des ressources naturelles puisque sans elle il n'y a pas de vie et encore moins de biodiversité. C'est une ressource que se disputent des acteurs de niveaux de culture et d'objectif souvent très diversifiés, voire contradictoires. Elle est plus rare dans les zones arides et semi arides du continent mais elle reste partout, un enjeu vital. »* a déclaré **Pr. Aimé J. NIANOGO, Directeur régional du programme Afrique Centrale et Occidentale de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN).**

L'eau est un facteur clé du développement socio-économique des pays ouest africains. Les enjeux de sa gestion se posent en termes de lutte contre la pauvreté pour la satisfaction des besoins fondamentaux d'une population en augmentation croissante, de préservation et valorisation de la ressource, et de renforcement de l'intégration régionale pour anticiper les crises climatiques et politiques liées à l'eau.

*« Face aux multiples défis qui se posent pour garantir une gestion durable des ressources en eau en Afrique de l'Ouest, il est indispensable que la CEDEAO renforce ses capacités humaines, techniques et financières afin de toujours mieux coordonner l'opérationnalisation de la GIRE au niveau régional »* a déclaré **M. Diène FAYE, Secrétaire d'Etat à l'Hydraulique, représentant M. le Ministre de l'Hydraulique et de l'Assainissement du Sénégal.**

Pour cette raison, une recommandation forte a été faite par les ministres de l'eau à la CEDEAO pour le renforcement des capacités humaines et budgétaire du Centre de Coordination des Ressources en Eau (CCRE) pour lui permettre d'assumer son rôle de leadership dans la mise en œuvre de la GIRE dans la région.

Le Conseil a également souligné l'importance d'investir dans les infrastructures naturelles pour une meilleure protection de la ressource en eau. Il a encouragé à cette fin la CEDEAO et l'UICN à poursuivre le processus de promotion de l'approche de gestion intégrée des écosystèmes en Afrique de l'Ouest en vue de l'adoption par les instances politiques de la CEDEAO d'un Mécanisme Régional de Concertation sur la Gestion Intégrée des Ecosystèmes.

#### Approbation de la directive CEDEAO sur le développement d'infrastructures hydrauliques en Afrique de l'Ouest

Environ 150 barrages ont été construits en Afrique de l'Ouest et 40 supplémentaires sont en projet ou en cours de réalisation. Les besoins en énergie et en irrigation pour la sécurité alimentaire, dans un contexte de variabilité climatique, sont les principales raisons de ces projets de développement complexes et coûteux. Cependant, les expériences de la région ont montré que ces projets d'infrastructures hydrauliques doivent et peuvent être améliorés pour contribuer à un développement inclusif et harmonieux entre les États Membres et à l'intégration régionale dans le secteur de l'eau en Afrique de l'Ouest.

*« Le développement des infrastructures hydrauliques s'inscrivant résolument dans le concept de développement durable est une garantie pour le partage équitable des bénéfices pour toutes les populations, avec le moins d'impacts négatifs possible sur l'environnement, des performances économiques optimales, et un renforcement de l'intégration régionale dans les bassins transfrontaliers. »* a déclaré **M. Jamie Skinner, Directeur de la Global Water Initiative à l'Institut International pour l'Environnement et le Développement.**

C'est au regard de cette situation que le Centre de Coordination des Ressources en Eau de la CEDEAO a conduit entre juillet 2009 et juillet 2011 une concertation régionale sur le développement des grands projets d'infrastructures hydrauliques dans l'espace CEDEAO, communément appelé « dialogue barrages ». Ce dialogue a notamment abouti à des lignes directrices qui ont été traduites en projet de *directive sur le développement d'infrastructures hydrauliques en Afrique de l'Ouest*.

Ce vendredi 27 novembre 2015, le Comité Ministériel de Suivi de la GIRE a approuvé ce projet de directive qui lui permettra ensuite d'être adopté par les instances statutaires de la CEDEAO pour entrer en vigueur.

Cette 4<sup>ème</sup> session du Comité Ministériel de Suivi de la GIRE a été précédée, les 24 et 25 novembre, par la 10<sup>ème</sup> Session du Comité Technique des Experts (CTE) qui a permis de préparer des recommandations à soumettre aux ministres pour adoption sous forme de résolutions. Elle a été organisée par le Département chargé de l'Agriculture, l'Environnement et des Ressources en Eau de la CEDEAO, à travers le CCRE, avec le soutien de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) et l'Institut International pour l'Environnement et le Développement (IIED) dans le cadre des programmes Global Water Initiative (GWI) et Partenariat pour la gouvernance environnementale en Afrique de l'Ouest (PAGE). Elle a été cofinancée par la Commission de la CEDEAO, les coopérations britannique et suédoise (UKAid et Asdi) et la Fondation Howard G. Buffett (HGBF).

#### **Pour plus d'informations**

- [Le communiqué final de la 4ème session ordinaire du Comité Ministériel de Suivi \(CMS\)](#)

- [Les lignes directrices pour le développement d'infrastructures hydrauliques en Afrique de l'Ouest](#)

## **Photos**



## **Contacts**

Pour plus d'informations ou un entretien, nous vous invitons à contacter :

### **Mahamane Dédéou TOURÉ**

Chargé de Programmes Régionaux, CCRE/CEDEAO

[mdtoure@yahoo.fr](mailto:mdtoure@yahoo.fr)

### **Jérôme KOUNDOUNO**

Coordinateur régional, Global Water Initiative (GWI) en Afrique de l'Ouest, UICN

[jerome.koundouno@iucn.org](mailto:jerome.koundouno@iucn.org)

### **Marcello ROCCA**

Expert en communication et gestion des connaissances, UICN

[Marcello.rocca@iucn.org](mailto:Marcello.rocca@iucn.org)

**CCRE/CEDEAO** - Le Centre de coordination des ressources en eau de la CEDEAO (CCRE) est l'organe exécutif du Cadre Permanent de Coordination et de Suivi (CPCS) de la GIRE. Il est chargé du suivi et de la supervision des activités de la CEDEAO dans le domaine de la gestion de l'eau, à travers la mise en œuvre de la Politique des Ressources en Eau de l'Afrique de l'Ouest (PREAO) et de son Plan d'Action Régional (PARGIRE). L'objectif du CCRE est d'assurer la promotion des pratiques de gestion intégrée des ressources en eau, la coordination et le suivi des actions régionales de manière à rendre opérationnelle la GIRE en Afrique de l'Ouest, en conformité avec le statut, les politiques et les programmes de la CEDEAO.

[www.wrcu.ecowas.int/](http://www.wrcu.ecowas.int/)

**IIED** - L'Institut international pour l'environnement et le développement (IIED) promeut le développement durable, en reliant les priorités locales aux défis mondiaux. Nous soutenons certaines des populations les plus vulnérables du monde pour mieux faire entendre leurs voix dans la prise de décision.

<http://www.iied.org/>

**UICN** – L'Union internationale pour la conservation de la nature aide à trouver des solutions pratiques aux problèmes de l'environnement et du développement actuels. Valoriser et conserver la nature, assurer une gouvernance efficace et équitable de son utilisation, et développer des solutions basées sur la nature pour relever les défis mondiaux du climat, de l'alimentation et du développement, tels sont les domaines dans lesquels s'exercent les activités de l'UICN.

[www.iucn.org/paco](http://www.iucn.org/paco)